

**Xavier Boniface, *L'Armée, l'Église et la République (1879-1914)*, Paris, Nouveau Monde Éditions / Ministère de la Défense (Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives), 2012, 524 p.**

**Yves Poncelet**

Xavier Boniface a rédigé il y a plus de dix ans un important ouvrage sur *L'Aumônerie militaire française (1914-1962)*<sup>1</sup>, qui se situait au confluent de l'histoire religieuse et du culturel *lato sensu* (les « ferveurs de guerre » par exemple), de l'histoire militaire – celle de l'homme dans la guerre comme celle de l'organisation de l'armée en temps de paix – et du politique, singulièrement dans les dimensions des relations État-Églises et Armée-Églises en régime de séparation. C'est dire qu'il avait déjà abordé la sorte de ménage à trois qui unit la Troisième République, l'Armée et l'Église. Mais il y consacre ici un ouvrage entier, tiré de son mémoire d'habilitation à diriger des recherches, soutenue en 2008 à l'université de Lille 3. Si la pastorale militaire et ses adaptations y sont analysées, éclairant par l'amont, de manière notable, l'étude de 2001, l'ouvrage déborde cette dimension, abordant tout le versant militaire de la politique de laïcisation des institutions et sa perception par la société française durant une période nodale pour la conception de la république, de la laïcité et de la constitution d'une armée nouvelle, celle des décennies 1870-1910.

Pour ce faire, Xavier Boniface a rassemblé une documentation de grande ampleur, à laquelle renvoient la partie « Sources [d'archives et imprimées] et bibliographie » (p. 495-519) et les très nombreuses notes infrapaginales<sup>2</sup>. Un parcours des unes et des autres révèle, notamment, l'importance des travaux consacrés aux relations entre armée et République<sup>3</sup> utilisés par l'auteur et *a contrario* le petit nombre de livres ou d'articles portant sur « L'Église, l'armée, la guerre, l'aumônerie militaire » (p. 519)<sup>4</sup> ; à ce double égard, *L'Armée, l'Église et la République* constitue à la fois une avancée historiographique sur un sujet qui était largement à défricher et une mobilisation-bilan des thématiques mieux connues.

Le plan retenu s'organise en deux parties – entre lesquelles l'année 1898 et « La "révolution" de l'affaire Dreyfus » font pivot – et huit chapitres, rédigés dans un style

---

<sup>1</sup> Cerf, « Histoire », 2001, 596 p.

<sup>2</sup> Il manque malheureusement un index.

<sup>3</sup> Ajoutons-y la récente synthèse d'Odile Roynette : « L'armée, une institution républicaine ? », dans Marion Fontaine, Frédéric Monier et Christophe Prochasson (dir.), *Une contre-histoire de la III<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte, 2013, p. 97-109.

<sup>4</sup> Étant entendu que les études globales abordent parfois ce sujet, comme ce fut le cas du beau livre de Jean-François Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire 1871-1879* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, « La guérite et l'autel », p. 268-283).

clair, plutôt austère. Sont abordés dans la première partie la séparation de l'Église et de l'armée (notamment l'abrogation dès 1880 de la récente loi de 1874 sur l'aumônerie militaire), la question de la conscription des séminaristes et de l'application (assez libérale) des articles l'abordant dans la célèbre loi du 15 juillet 1889, le discours et la pastorale catholiques vis-à-vis de l'armée et enfin l'*ethos* des officiers (les sources empêchant très largement l'accès aux opinions des soldats), très nombreux à être « catholiques par tradition, républicains par raison, conservateurs presque par profession » (p. 208). Une conclusion tout en nuances (p. 247-248) récapitule les acquis : une laïcisation et une épuration réelles quoique limitées et une acculturation républicaine en marche ; un triomphe de la Loi, mais (ou grâce à) une application généralement libérale de celle-ci ; une tonalité d'ensemble que les mots de « compromis » et de *modus vivendi* qualifient le mieux, sans pour autant que fussent clarifiées les tensions potentielles existant autour de bifurcations idéologiques et pragmatiques majeures : possibilité ou non d'une distinction entre nation et République, sens différents donnés aux concepts et pratiques concrètes d'apolitisme ou de laïcité, etc. La seconde partie court sur moins de vingt ans (1898-1914) qui sont d'abord marqués par une rupture : de la retenue politique de la décennie 1890 – qu'il faut notamment articuler avec l'épisode boulangiste –, on passe au volontarisme de la République radicale et à la « cristallisation des tensions » entre régime, Église catholique et armée, une armée largement ouverte à l'antidreyfusisme<sup>5</sup>. C'est dans cette partie que sont étudiés, avec le sens de la nuance déjà évoquée, l'Affaire des fiches, la réquisition des militaires pour l'application des lois laïques (notamment les inventaires consécutifs à la séparation de 1905) et le malaise né de l'épineuse question du déroulement de carrière des officiers. Cette étape est suivie dès le début de la décennie 1910, dans un contexte géopolitique difficile, d'un apaisement réciproque durable, dans lequel Xavier Boniface voit une des sources ayant facilité l'Union sacrée et que nous pouvons lire comme une confirmation que « l'armée, l'Église et la République étaient dans les années 1879-1914, malgré leurs profondes divergences, sur la voie des accommodements » (p. 493).

Au total, un beau livre qui apprend beaucoup, qui démythifie beaucoup et qui documente amplement tant le poids des représentations dans les choix des acteurs que le réalisme de la majorité des politiques, des militaires et des clercs en ces années décisives.

---

<sup>5</sup> Les pages 253-273 montrent toutefois la diversité de cet antidreyfusisme (ce que les acquis de l'historiographie religieuse confirment de leur côté).